# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureaux, Nos 75 rue de l'Union.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI 28 MARS 1879.


## Les idées d'un républicain positiviste.

(Suite. Voir l'Abeille d'hier)

Le socialisme est l'aile gauche du radicalisme. Il se présente sous divers aspects différents l'un de l'autre et qu'il importe de distinguer. L'un est le socialisme que j'appellerai pratique; celui-là excite les ouvriers à s'occuper eux-mêmes de leur sort, les dirige vers les associations et les coopératives, s'occupe des chômages, des grèves et des luttes contre les patrons; il a son siège le plus farouche en Angleterre, est digne de tout intérêt et est parfaitement légitime dans son but et son procédé. L'Autre est le socialisme théorique, dont la visée est de renouveler de fond en comble tout l'organisme social, et de substituer au régime actuel de la société un autre régime économique et politique. Il comprend différents systèmes depuis la restitution de la richesse par la proprietonnalité du Pimpêé, la gouvre au capital et le fiscé au travail jusqu'au collectivisme, au communisme et à la destruction de tout gouvernement. Je n'ai point à rechercher lui quelle est la valeur d'application que ces conceptions comportent; je sais que les unes en les autres possèdent de nombreux adhérents parmi les ouvriers d'Europe et d'Amérique; mais je sais aussi que, malgré ce concours dont je ne nie pas la puissance, elles ne heurteraient, du moins dans notre pays, contre une majorité considérable et bien plus puissante; majorité composée des paysans et des bourgeois. On n'est pas dans un pareil milieu que des théories et surtout des expériences aventureuses sur la propriété, sur la communauté, sur la collectivité, auraient chance d'être bien reçues. Le suffrage universel en serait troublé dans ses profondeurs; et il saurait un bien mauvaise gré à la République de se compromettre sur ce terrain mouvant.

Le suffrage universel apporte grandement la stabilité, la tranquillité, le jeu régulier des affaires, et l'application des conséquences naturelles et claires qui découlent de la situation. Dans ces limites, il est devenu (car il était loin de l'être) un appui indéboulonnable de la République. Hors de ces limites, il s'ébranche, se bouille, se cabre, et n'est plus à l'abri des rapides revirements d'opinion.

La perspective d'un pareil événement est, pour le moment du moins, l'unique espérance des partis monarchiques. Ils l'attendent et nous la disent. Cette compétition avancée est de bonne guerre; que chacun y joue sa partie. Nous n'avons aucun droit de nous plaindre que l'adversaire espère en nos fautes. Si le suffrage universel se sent troublé dans sa confiance et en la stabilité et en l'opportunité, il s'ouvrira, ne fût-ce que par réminiscence, à ceux qui lui parlent de la monarchie. Ces choix altéreront les rapports de la majorité et de la minorité. Les embarras naîtront; et quoi de mieux venu que ces embarras mêmes, venus que les embarras de la République victorieuse?

Rien donc n'est présentement à chercher en dehors de la politique conservatrice et libérale, telle qu'elle a été instituée au début par M. Thiers, telle qu'elle a été maintenue avec persévérance et fermeté par le parti républicain après la chute de cet homme d'Etat, telle qu'elle a été affirmée énergiquement par les élections de 1876 et plus énergiquement encore, sous le plus honteux des ministères, par celles de 1877. Cette politique a pour elle la raison et le succès. N'y tendons pas d'ici longtemps.

Le mot de la situation a été dit par M. Gambetta: "Les périls ont cessé, les difficultés commencent."

M. Littré dit que, comme pour justifier cette parole, une attaque inconsidérée a été dirigée contre le ministère Dufaure.

Heureusement, ajoute-t-il, la Chambre des députés revint à plus de sangfroid et d'équité. Comment donc expliquer la difficulté qui avait failli nous coûter cher? Le petit côté l'avait emporté sur le grand; le petit côté, c'est-à-dire le coudoiement d'un plus ou moins grand nombre de fonctionnaires; le grand côté, c'est-à-dire les éminents services rendus par le ministère et l'intérêt suprême de la stabilité. La majorité est un mouvement d'humeur dont profite habilement l'opposition, non sans l'appui éclatant de tout le radicalisme, de tous les intransigeants, de tous les ennemis de la République conservatrice et libérale, y compris les représentants de la Commune de 1871. Depuis, n'est à d'autres circonstances, graves sans doute, mais où la sagesse républicaine a eu sa plénitude qu'est due la retraite de M. Dufaure, en vieillissant si ferme, si présent à tout, si éloquent, à qui lui un autre vieillard, un peu moins vigoureux, mais plus débile, rend hommage par la plume, sont instrument d'action qui lui reste.

A la formule de M. Gambetta, j'ajoute: et les difficultés s'accumulent dans un délai assez bref. Pour les dénoncer et spécifier ces difficultés dans le même ainsi dont l'accumulation serait dangereuse, je cite ce qui vient de se passer, la pensée au ministère Dufaure, le projet de mise en accusation du 16 mai et l'amnistie, toutes manifestations de nature radicale. Croire que la monarchie soit éteinte est une erreur; elle couve sous les cendres de tous nos incendies.

D'accord avec ceux qui veient un mal dans l'effondrement graduel des aristocraties, j'ai souhaité dans cette revue, au dernier, n'après, que, pour le gouvernement des nouveau moderne, une aristocratie est nécessaire; mais à l'encontre des mêmes qui soutiennent que les aristocraties qui ont disparu ou disparaissent, sont irremplaçables, je soutiens que le tous les éléments d'une vraie et bonne aristocratie sont présents et tout prêts à réparer la perte de ce que l'on regrette. Je parle toujours de notre pays, et uniquement de lui.

Il est indéniable que le suffrage universel amène au sein du pays une masse considérable de capacités, de talents, de supériorités de tout genre, qui rivalisent avec ce que l'Europe a de mieux (et je n'excepte de ces catégories ni les conviés dominants ni les socialistes qui sont des fanatisés); il est manifeste aussi que ce même suffrage, en vertu de sa propre nature, ne choisir là ces représentants. Des erreurs seront commises, cela va sans dire; mais elles n'affecteront pas le résultat total, et la Chambre directoriale, le Sénat indirectement, la présidence de la République encore plus indirectement, représenteront ces choix aristocratiques que je recommande. Voyez, en effet, le mécanisme de notre Constitution républicaine: le suffrage universel élit les députés; le suffrage restreint, mais issu du suffrage universel, élit les sénateurs; les deux Chambres élisent le président; et les trois ensemble désignent et abdiquent le ministère. Le choix doit rapsant d'un homme sûr, loyal, aussi éclairé, aussi ferme, aussi honnête que M. Grévy, plusieurs que je ne présume pas trop de ces systèmes d'élections qui va se concentrant en des groupes de plus en plus étroits.

C'est le concours de républicains dévoués, conservateurs et de conservateurs devenus républicains qui a assis la première République. Quoique [illegible] Sénat de son origine, nous avons déjà indiqué à propager par l'Europe la République démocratique et sociale. Sans cette même influence, il faut absolument renoncer à la propager au sein du pays. Laissons provisoirement au temps le soin de mûrir les prudentes modifications qui attendent la société actuelle, qui commencent et en complètent des modifications profondes aussi, qu'on rêvait passé lui a imprimées. Ce n'est pas en philosophie positive, ce n'est pas en sociologie qui combattront à ces prévisions; et, si les grands débats politiques [illegible] n'ont nécessairement [illegible] rien ne chômé pour cela. Nous, seulement, dans cette matière même où la politique militante, nous avons avec moi, mais les plus larges, les plus étendues compétences. Plus d'une fois, dans cette Revue, j'ai demandé que l'attention des pouvoirs publics se portât [illegible] pour la [illegible] et [illegible] [illegible] [illegible]